

**FICHE 6 – ADAPTATION DES CONDITIONS DE SCOLARITE :
MODALITES DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES, ASSIDUITE etc.**

Principe général – Conformément à l'article L. 613-1 du code de l'éducation, chaque établissement arrête annuellement les modalités des contrôles des connaissances. Ces modalités peuvent prendre la forme d'un contrôle continu et régulier, ou d'un examen terminal, voire d'une combinaison de ces deux modes de contrôle. **En application de ces dispositions, ces modalités ne peuvent en principe être modifiées en cours d'année.**

Possibilités de dérogations – Même si aucune dérogation à ce principe n'est explicitement prévue dans le code de l'éducation, des **circonstances exceptionnelles** et la nécessité de **garantir la continuité du service public de l'enseignement supérieur** peuvent justifier que l'instance compétente (CFVU etc.) en matière de fixation des modalités de contrôle des connaissances y **déroge de manière raisonnable**. En particulier, le Conseil d'Etat estime que les modifications de contrôle des connaissances doivent garantir l'existence d'« un délai raisonnable pour que [l'étudiant puisse] s'adapter à cette modification ».

Adaptation des modalités de contrôle des connaissances, des horaires, des conditions d'assiduité etc. – A condition de respecter un délai raisonnable d'information des étudiants, des **examens à distance, des aménagements horaires et de nouvelles conditions d'assiduité** sont susceptibles d'être organisés.

S'agissant des **misés en situation professionnelle (stages, projets etc.)**, la **neutralisation d'une « UE de mise en situation professionnelle »** peut tout à fait être envisagée, y compris lorsque son existence était prévue par la réglementation (DUT, LP, diplôme d'ingénieur).